

Grzegorz W. KOŁODKO, *From Shock to Therapy, The Political Economy of Postsocialist Transformation*, UNU/WIDER Studies in Development Economics, Oxford University Press, Oxford, New York, 2000, 457 p.

Les années 1999 et 2000 ont vu paraître bien des bilans de dix ans de transition. Les organisations internationales spécialisées ont publié des études très détaillées assorties de batteries de statistiques et d'indicateurs, notamment la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (EBRD, *Transition Report 1999, Ten Years of Transition*, London, 1999) et la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (UNECE, *Economic Survey of Europe*, Geneva, New York, 2000, vol. 1). Nombre de colloques ont été consacrés au sujet, suivis de publications collectives éditées sur cette base. Ce qui distingue le livre de G. Kolodko, c'est qu'il s'agit d'un ouvrage individuel et individualiste, quelquefois partial, écrit par un acteur engagé puisque l'auteur a été, entre 1994 et 1997, le ministre des Finances et le vice-premier ministre de la Pologne, mais aussi par un universitaire qui a enseigné à l'Economic University of Varsovie et dans de nombreuses universités du monde entier.

L'ouvrage couvre en principe tous les pays en transition, ou plutôt en "transformation" comme préfère le dire l'auteur, d'Europe centrale et orientale et d'ex-URSS, soit 27 pays au total, pour lesquels une annexe statistique est donnée, curieusement semblable dans sa structure et son contenu aux annexes annuelles de la BERD bien que la note méthodologique se réfère à quantité d'autres sources. Dans le texte, cependant, l'attention portée à ces 27 pays est inégale. La Pologne est le pays-exemple le plus cité et aussi le pays exemplaire (au moins pour la période 1994-1997). À part la Pologne, les pays d'Europe centrale (Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Slovaquie), ainsi que la Russie, retiennent particulièrement l'attention. L'ouvrage est engagé et par conséquent normatif, parfois polémique : pour l'auteur, il n'y a pas de fatalité, il n'y a que de bonnes ou de mauvaises politiques.

La structure de l'ouvrage indique une couverture complète de toutes les problématiques de la transition. Cinq parties analysent le démarrage (*Departure*), les déviations (*Detours*), le voyage transitionnel (*The Journey*), l'aboutissement (*Arrival*) et... l'avenir (*The Future*). Les sujets traités vont au-delà de la liste usuelle (stabilisation, libéralisation, privatisation et autres réformes structurelles, ouverture sur l'extérieur). L'ouvrage aborde les questions sociales et sociétales (émergence de nouveaux riches et nouveaux pauvres), la problématique du développement et de la croissance durable, l'avenir de la démocratie. À ce dernier propos, un chapitre intéressant (p. 243 et s.) est consacré aux craintes suscitées à l'Ouest par le retour des "post-communistes" chaque fois qu'il s'est produit ; l'auteur est orfèvre en la matière et il n'a pas de mal à montrer que, dans la plupart des cas (Pologne 1993-1997, Hongrie 1995-1996, République tchèque après 1997), de tels gouvernements ont sorti leur pays de l'ornière ou il s'était enfoncé sous des gouvernements "de droite". G. Kolodko lui-même pourrait bien en faire la preuve : « ne fois » de plus après les élections polonaises de 2001... mais n'anticipor

Nous voudrions sélectionner trois thèmes sur lesquels l'auteur insiste et qui appartiennent aux domaines les plus débattus de la transition. Pourquoi, contrairement aux provisions quasi unanimes faites en 1990, la production s'est-elle effondrée en Europe de l'Est et dans les ex-républiques soviétiques (contrairement à ce qu'on a pu constater en Chine et Vietnam) ? Pourquoi faut-il changer l'approche standard dite "consensus de Washington" si Ton veut achever avec succès la transition ? Quand la transition pourra-t-elle être considérée comme terminée ?

Le débat sur la chute de la production dans les premières années de la transition semble n'avoir aujourd'hui qu'un intérêt historique, alors que la croissance a repris pratiquement partout, la Pologne ayant amorcé le mouvement en 1992 ; même la Russie semble avoir renoué avec une progression de son PIB en 1999-2000. Parmi les explications les plus fréquemment données, la chute de la croissance était avant tout une erreur d'appréciation statistique : les chiffres de la période communiste étaient surestimés et les chiffres postérieurs au démarrage de la transition sous-estimés car ne tenant pas compte du nouveau secteur privé. La deuxième explication traitait la récession de requital normal après une politique de stabilisation ; selon cette argumentation néo-classique, plus énergique et radicale était la "choc", plus rapide serait le redémarrage, contrairement à ce que soutenaient les adeptes du "gradualisme". Selon la troisième explication, les politiques appliquées avaient été exagérément centrées sur l'équilibre macroéconomique et avaient négligé la dimension microéconomique, notamment toutes les rigidités de l'offre dans un contexte où les entreprises n'étaient pas encore préparées au marché". Kolodko rend responsables les politiques et les experts occidentaux qui les ont conseillés sans rien connaître de la réalité communiste et de ses séquelles ; ainsi, en Pologne, on a appliqué des politiques monétaires et financières inutilement restrictives entraînant une surchauffe de l'économie à la baisse. Ce n'est pas qu'il prône le "gradualisme" pur ; il fallait mener une politique de rigueur mais se préoccuper, en même temps, d'introduire les institutions de base du marché".

L'oubli des institutions est, selon Kolodko, le principal vice du "consensus de Washington", par quoi on désigne le "bouquet" de mesures recommandées aux pays en transition, après l'avoir faite, dans les années 1980, aux pays en développement d'Amérique latine, par les institutions financières internationales localisées à Washington, la Banque Mondiale et surtout le Fonds Monétaire International. Ce "bouquet" insiste sur la libéralisation et la stabilisation macroéconomique ; les mesures structurelles sont très brièvement évoquées, comme la privatisation. G. Kolodko se targue d'avoir battu en brèche le "consensus" lorsqu'il était aux affaires et, certes, son programme "Strategy for Poland", alors mis en œuvre, introduisait une sorte de "post-Washington consensus". Ce programme est défini plus exhaustivement à la fin du livre en douze points (pp. 348-351) déclaratifs (« les institutions sont importantes », « le rôle de l'État dans la transition est important ») ou normatifs à l'intention des gouvernements des pays en transition ou à celle des institutions financières internationales. Cela est sans doute pertinent mais risque de demeurer à l'état de vœu pieux. Et sans vouloir

offenser l'auteur, les critiques v6hementes exprimees centre le "consensus" par Joseph Stiglitz depuis 1998, qui lui ont coute son poste de *chief economist* a la Banque Mondiale, ont certainement eu davantage de retentissement, peut-etre parce qu'elles concernaient surtout les politiques recommandees par le FMI pour l'Asie du Sud-Est apres 1997 ou la Russie apres 1998.

Quand la transition pourra-t-elle etre considered comme achevee ? D'apres G. Kolodko, elle durera encore quelques annees (p. 6), voire le temps d'une generation (p. 346 et p. 353). Pour lui, le vrai probleme n'est plus tellement la transition en elle-m6me mais le developpement. Les pays d'Europe centrale et orientale sont consideres comme des marches 6mergents et, a ce titre, peuvent etre compares avec les pays en developpement d'Asie du Sud-Est ou d'Amerique latine. Combien de temps faut-il pour "emerger" (p. 346) ? Il n'y a pas de reponse universelle. Kolodko n'est pas d'accord avec l'idee developpee par beaucoup de "transitologues" (y compris l'auteur de ce compte rei'du) selon laquelle l'entree des PECO dans l'Union europeenne signifiera la fin officielle de la transition, puisque l'une des conditions pour acc&ier a l'UE est d'etre une economic de march.6 et, surtout, parce que l'adoption de l'acquis communautaire signifie l'assimilation des mecanismes de marche. Pour Kolodko, la fin du pro-cessus suppose un deVeloppement durable, une veritable integration dans l'economic mondiale et une societ6 civile stable. Mais l'histoire alors n'a pas de fin car il n'y a pas de fin aux defis poses (p. 355).

On comprendra que ce livre merite une lecture attentive, pas toujours facile parce que l'auteur, tres familier de son sujet, est quelquefois allusif. Mais en tout cas sa passion est contagieuse.

Marie LAVIGNE
Professeur Emerite a l'Universite de Pau

Small Economies' Adjustment to Global Challenges, Edited by Zoltan BARA and Laszlo CSABA, Aula Publishing Co. Ltd., Budapest, 2000, 430 pages.

Les petites economies nationales sont davantage exposees aux forces de la globalisation que les plus grandes, telle est l'hypothese que cherchent a illustrer les travaux rassembles dans ce volume. L'integration Internationale des marches a fortement progresse dans les dernieres decennies mais les marches nationaux de biens et services, et meme de capitaux, sont neanmoins restes separees les uns des autres, laissant aux gouvernements une reelle marge de manoeuvre, y compris dans les petites economies. Cependant, la definition des politiques economiques y est devenue une tache plus difficile, en particulier si Ton considere que les principaux acteurs de l'integration des marches sont des firmes oligopolistiques multinationals qui internationalisent toujours plus leurs activites en etant mutuellement interdependantes dans leurs strategies. Les deux responsables de l'ouvrage tirent aussi les lecons (*Bam* en introduction et *Csaba* en conclusion) de la crise financiere de 1997-1999, de la vague de fusions transnationales et de l'eclosion de la nouvelle economic. Ces aspects de la globalisation ouvrent de